

# L'ÉCHO DE BELGRADE

Belgrade, 3 rue Kralja Ferdinanda, Tél. 24-5-61  
REDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITE

JOURNAL YUGOSLAVE HEBDOMADAIRE

Prix: Yougoslavie: un an 60 din.; six mois 35 din.  
Etranger: un an 50 fr. fr.; six mois 30 fr. fr.  
Compte-chèques-postaux 56419 Belgrade

Libres opinions

## Deux appels à la jeunesse

L'abondance et la précipitation des événements risquent de nous faire perdre de vue des traits de mœurs politiques modernes qui pourtant méritent un meilleur sort. L'appel que M. Mussolini, il y a quelques semaines, a lancé par le *Popolo d'Italia*, « à tous les étudiants d'Europe » nous fait l'effet d'être du nombre.

C'est presque une récidive, car dès 1934, au moment de la réunion à Rome d'un Congrès universitaire international, le *Duce* s'était adressé aux étudiants. Il s'agissait alors des étudiants asiatiques, inscrits aux diverses Universités européennes. Des orateurs choisis avaient été chargés d'expliquer à ces jeunes gens, turcs, persans, hindous, birmans, chinois (les Japonais brillaient par leur absence) que l'Italie, par son génie propre et sa tradition, était seule capable de nouer des liens intellectuels et de large culture entre l'élite des deux continents. Était-ce manière de précluder, par des explications rassurantes et même séduisantes, à l'entreprise éthiopienne, qui risquait de faire mauvaise impression sur les races de couleur? C'est possible. Toute propagande porte en soi des fins multiples. Elle est même de sa nature protéiforme.

L'appel de février 1936 aux étudiants européens est d'un tout autre caractère. Il sent d'un bout à l'autre le réquisitoire contre la S.D.N. Le style en est des plus agressifs. On en jugera par ce passage:

« Si les sanctions sont développées et si on donne partie gagnée à la pression satanique des impérialistes et des sectes sanguinaires (sic), nous allons fatallement à la plus terrible et à la moins justifiée des guerres. Mais ce ne sont pas les politiques (sic) qui se battront. La mobilisation fera appel à la jeunesse, notamment à la jeunesse universitaire... Ce seront les étudiants de Paris, de Bruxelles et des autres capitales qui, avec les paysans, devront, dès la première journée, marcher vers la frontière. »

En fait de mobilisation, il nous semble que celle-ci tend à prévenir la jeunesse contre tout ce qui pourrait faire obstacle à l'entreprise italienne, sinon à la détourner, le cas échéant, de son devoir militaire. Ceci, bien entendu, dans l'intérêt de la paix. »

Mais justement vient de se réunir à Bruxelles une Conférence internationale de « Jeunes » qui poursuit le même idéal par des moyens différents et même, selon toute apparence, contraires. Elle nous a été annoncée dans le *Journal des Nations*. Reconnaissons volontiers qu'elle a des origines plus complexes que l'appel isolé de M. Mussolini. Elle procède d'organisations pré-établies, notamment dans les pays anglo-saxons, et dont les *Peace Councils* des Universités britanniques nous fournissent le plus intéressant spécimen. Au sein de ces organisations qui fonctionnent aussi en Belgique, en Espagne, en Tchécoslovaquie, on cherche à vulgariser l'idée que la guerre est monstrueuse, et qu'il faut l'éviter à tout prix. Seulement il n'est pas question de l'éviter en laissant telle ou telle puissance libre de s'exécuter des obligations du Pacte. A l'inverse, on en préconise le respect, et je ne suis pas éloigné de croire qu'on incline à l'assurer par le jeu des sanctions.

Nous savons d'ancienne expérience que les étudiants ne passent pas leur temps exclusivement à fréquenter les amphithéâtres et à compulser les Pandectes. Les distractions dont ils ont coutume d'accompagner leurs études sont presque aussi classiques que ce vénérable Recueil lui-même. Depuis longtemps, la politique y tient une place — la politique telle qu'on la fait à vingt ans. Toutefois, jusqu'ici, cet éveil d'intérêt pour la vie publique était contenu dans le cadre national. Le cadre national a ceci de rassurant qu'il enferme les jeunes ardeurs et les curiosités légitimes dans des limites précises. Il les préserve du risque de s'épandre à travers le dédale des systèmes et des abstractions. Dès qu'elle se permet d'aborder le plan international, la jeunesse se livre à un exercice qui dépasse l'état de ses connaissances et qu'on peut qualifier à toute le moins de prématûre.

Aux grands mouvements qui ont préparé l'Europe nouvelle ont pris une part certaine les frémissements et même quelquefois les émeutes d'Uni-

versité. Les habitudes sportives leur ont communiqué un rythme nouveau, ordonné, régulier. Les Slaves de l'Europe centrale et méridionale ont trouvé dans leurs *Sokols* d'admirables précurseurs de l'ascension de leurs pays jusqu'à l'autonomie d'Etat. Aujourd'hui que cette autonomie est acquise ils font partie de l'armature qui soutient et qui, au besoin, saurait la défendre. Mais sans doute faut-il laisser à une génération favorisée de plus d'expérience le souci du comment conserver la paix. De simples aspirations ne suffisent pas pour atteindre un but que tout le monde assure poursuivre, dans un parfaît désaccord sur les moyens. Et cette génération elle-même pourra faire l'économie d'appels à la jeunesse, du moment qu'elle sait ou devrait savoir que, s'ils ont une chance de recueillir des échos, il leur manque celle de procurer des résultats.

CHARLES LOISEAU

### LE DEVOIR

« Pensez-vous que je ne connaisse pas les dangers auxquels je m'expose? Je sais bien que je peux être assassiné. Cela pourra être un malheur pour moi et pour ma famille. Mais le peuple ne me conserve pas à cette place pour y rester les bras croisés. »

(LE ROI ALEXANDRE)

### Après le 20 mars

L'accord qui est intervenu à Londres le 20 mars entre les puissances locarniennes, hors l'Allemagne, n'a fait en Yougoslavie l'objet d'aucun commentaire. Son caractère, en effet, se présente comme doublement provisoire. D'une part, si l'Allemagne ne se ralleje pas aux quatre points énoncés, il est inapplicable, à moins d'une nouvelle délibération. D'autre part, si des pourparlers s'ouvriraient sur la base des propositions londoniennes, ils amorceraient, après mai, une conférence d'un caractère plus général qui risquerait de remettre tout en cause.

Ce qui nous paraît sûr, hélas! ce sont les divergences franco-anglaises qui continuent après comme devant. Alors que le gouvernement français fait savoir qu'il n'entend plus discuter les propositions du 20 mars, dont l'encore séchée à peine, les représentants de la Grande-Bretagne affirment qu'il faut amorcer la discussion avec l'Allemagne.

Que se passera-t-il demain? L'opinion britannique acceptera-t-elle la conclusion précise d'accords franco-anglo-belges de caractère militaire? Les mesures conservatoires dans la zone démilitarisée seront-elles appliquées? Nul ne saurait l'affirmer d'après les dernières nouvelles de Londres.

A. E.

### Chez les adversaires de la restauration des Habsbourg

On manie de Gratz:

Les milieux opposés à la restauration des Habsbourg, en Autriche, font des efforts en vue de créer une association qui aura pour but de lutter contre l'action des légitimistes autrichiens en Styrie qui, ces derniers temps, avait pris des proportions inquiétantes. L'idée fut adoptée avec enthousiasme par un grand nombre d'adversaires de l'idée habsbourgeoise, ainsi que par tous ceux qui sont attachés au régime actuel. Cependant, lorsque les initiateurs de cette action anti-légitimiste se sont adressés à la Chancellerie Fédérale, en vue d'obtenir l'autorisation pour la création de cette association, ils essayèrent un refus catégorique et non motivé de la part des autorités.

(Centropa)

### Les Banques d'émission de la Petite Entente

La réunion des Gouverneurs des banques d'émission des Etats de la Petite Entente se tiendra à Belgrade lundi prochain. M. D. Constantinesco, gouverneur de la Banque Nationale de Roumanie, M. K. Englis, au nom de la Banque Nationale de Tchécoslovaquie, et M. Milan Radosavljević, gouverneur de la Banque Nationale de Yougoslavie assisteront à cette conférence.

## Un discours de M. M. Stojadinović sur la politique intérieure

La séance du 19 mars au Sénat qui est une coalition des anciens partis. Les partis reprennent leur activité sans remplir les dispositions des lois en vigueur.

L'interpellateur expose ensuite les raisons pour lesquelles l'acte du 6 janvier 1929 fut nécessaire pour éviter au pays la catastrophe. Or le gouvernement a permis de critiquer la politique du 6 janvier et donne toute liberté à l'action destructrice dirigée contre l'idée yougoslave, alors qu'on empêche la critique des partisans de l'unité de l'Etat et de la nation. Il permet les attaques contre la Constitution, la propagande de l'idée fédéraliste et de mots d'ordre démagogiques.

**Une interpellation**

L'interpellation déposée par les sénateurs MM. Timotijević et Majstrovic et leurs amis se réfère d'abord à la déclaration ministérielle du 4 juillet 1935, qui affirmait que la direction de la politique intérieure avait

meilleurs précédemment sous le gouvernement que j'ai l'honneur de présider. Allez dans n'importe quelle contrée de notre Etat, allez sur le Litoral, allez en Vojvodine ou en Slavonie, dans la Serbie du sud, partout où vous tournez vos regards, vous verrez que de nouvelles routes et de nouvelles lignes de chemin de fer sont en construction. C'est une grave et grande injustice que de nous dire que le crédit d'un milliard est resté sur le papier!

### Le rôle du Sénat

Le Président du Conseil, continuant à suivre point par point l'interpellation, en lit le passage qui rappelle que « le Sénat est l'institution créée par le Roi Unificateur avec la mission particulière d'être le gardien vigilant des grandes idées de son manifeste, d'être le défenseur de la pensée yougoslave et le champion de l'ordre constitutionnel. »

« Certainement tout ce que fonda le Roi Unificateur fut inspiré par ces grandes idées. Mais, Messieurs, je pourrais ici ajouter encore une fonction du Sénat, qui est, me semble-t-il, très importante. Le Sénat existe dans maints pays du monde, et là où il existe, il est le frein, le régulateur, l'élément conservateur de l'activité de la Chambre des députés, de la Chambre basse. Partout où il existe, il doit être un élément de contrôle... »

Messieurs, ce rôle de frein, de régulateur, ce rôle de la raison, ce rôle de contrôle supérieur sur l'activité législative de première instance, ce rôle, le Sénat doit le remplir, et c'est pourquoi, dans notre Constitution également, il est dit que si un projet de loi ne répond pas aux vues du Sénat, il peut le retourner et finallement, en cas de désaccord, le Roi en décide. Mais, Messieurs, je ne voudrais pas que dans notre ordre constitutionnel, en respectant les principes de la Constitution auxquels les interpellateurs eux-mêmes se réfèrent souvent dans leur interpellation, je ne voudrais pas, dis-je, que le Sénat sorte du rôle que lui assigna la Constitution.

**Le gouvernement et les lois politiques**

L'interpellation qui constitue une série de critiques pour le gouvernement nous reproche en premier lieu d'être responsables, jusqu'à un certain point, du fait que les lois politiques, c'est à dire la loi électorale, la loi sur la presse et la loi sur les réunions et conférences, n'ont pas été publiées plus tôt. On dit dans l'interpellation: « Ce n'est pas notre faute si les lois politiques n'ont pas été publiées jusqu'à ce jour. » Mais, il est vrai que le gouvernement non plus n'est point responsable si ces lois ne sont pas publiées. Vous savez que nous avons demandé l'élaboration de ces lois avec les commissions de la Chambre des députés et du Sénat. Vous vous souvenez, Messieurs, de la lutte que le gouvernement dut mener à la Chambre des députés dans les commissions, où il n'eut qu'une voix de majorité. Vous savez aussi que l'atmosphère qui régnait à la Chambre des députés et dans les commissions était tout à fait différente, au sens parlementaire, correct, dont l'unique faute est d'avoir fidèlement servi un régime national. »

« Il y a, messieurs, des conflits entre les citoyens et les autorités, mais pas de troubles ni désordres d'une plus grande envergure. Les autorités sont restées toujours matraques de la situation, les lois ont toujours été appliquées aux coupables, la légalité a partout triomphé. »

Après tout ce temps écoulé, je considère que nous pouvons passer à l'interpellation elle-même avec beaucoup plus de sang-froid que si elle avait été discutée, au sens parlementaire, du mot, dès qu'elle fut déposée à cette époque orageuse. »

Le Président du Conseil reprend point par point, l'interpellation pour répondre d'une façon aussi objective que possible à tout le Sénat.

### La réponse du président du Conseil

Le Président du Conseil remarque nom de communistes. Personne n'a plus énergiquement que le gouvernement royal, particulièrement M. le Ministre de l'Intérieur, poursuivi de tels éléments par les paroles et par les actes ni appliquée contre eux plus sévèrement les prescriptions légales.

L'interpellation insinue que le gouvernement poursuit les fonctionnaires. « Pour des raisons de partis, dit-elle, on déplace des centaines et centaines de fonctionnaires corrects, dont l'unique faute est d'avoir fidèlement servi un régime national. »

Messieurs, cette critique a été entendue de nouveau à la Commission des Finances, et j'ai été personnellement présent quand elle a été adressée au Ministre de l'Instruction publique.

Or j'ai entendu ceci, que le Sénat entier devrait entendre, que dans la Banovine de la Drave, sur 4.180 instituteurs, un total de 274 furent déplacés, dont 168 sur leur demande, d'où l'on doit conclure que sur 4.100 instituteurs, 160 ont été déplacés d'office. Lorsqu'un tel déplacement effectue à une époque normale, c'est à dire en automne, il est impossible de prétendre qu'on a pratiqué une politique spéciale de persécution contre des fonctionnaires nationaux irréprochables. »

### Les libertés publiques

L'interpellateur reproche aussi au gouvernement de tolérer des libertés que le peuple a prises avec la loi, par exemple le droit d'arburer les couleurs serbes ou croates ou slovènes, au lieu du drapeau national yougoslave. Dans cette question le gouvernement royal a exactement procédé selon les prescriptions légales. On a promulgué une loi par laquelle les drapeaux régionaux sont interdits, mais on n'a publié aucune loi pour punir ceux qui portent atteinte à ces prescriptions.

« Je vous rappellerai seulement que les prix des produits agricoles, en particulier des céréales, blé et maïs, n'ont jamais été, au cours des dernières années, aussi élevés dans cette période qu'ils le sont sous notre gouvernement. Jamais, Messieurs, les charges fiscales n'ont été diminuées pour le peuple comme elles le sont sur l'initiative de mon gouvernement. Jamais, Messieurs, les travaux publics dans ce pays n'ont été entrepris com-

meilleurs précédemment sous le gouvernement que j'ai l'honneur de présider. Allez dans n'importe quelle contrée de notre Etat, allez sur le Litoral, allez en Vojvodine ou en Slavonie, dans la Serbie du sud, partout où vous tournez vos regards, vous verrez que de nouvelles routes et de nouvelles lignes de chemin de fer sont en construction. C'est une grave et grande injustice que de nous dire que le crédit d'un milliard est resté sur le papier!

### La vie des partis

L'interpellation considère en second lieu, comme la plus grande faute du gouvernement, le retour à l'ancienne vie des partis, qui est contraire à la Constitution. Le Président du Conseil proteste contre cette affirmation; il considère que les trois anciens partis, en fusionnant, ont été et bien formé un parti nouveau, l'URY.

Il n'y a plus un parti radical serbe, un parti populaire slovène, un parti musulman yougoslave, mais un nouveau parti où se rejoignent des Serbes, des Croates et des Slovènes, des orthodoxes, des catholiques et des musulmans.

On dit également que l'URY est un parti ancien parti par les noms de ses chefs: le dr. Korošec, le dr. Spahija, l'actuel chef du gouvernement. Le Président répond avec ironie et cite

« Je vous rappellerai seulement que les prix des produits agricoles, en particulier des céréales, blé et maïs, n'ont jamais été, au cours des dernières années, aussi élevés dans cette période qu'ils le sont sous notre gouvernement. Jamais, Messieurs, les charges fiscales n'ont été diminuées pour le peuple comme elles le sont sur l'initiative de mon gouvernement. Jamais, Messieurs, les travaux publics dans ce pays n'ont été entrepris com-

meilleurs précédemment sous le gouvernement que j'ai l'honneur de présider. Allez dans n'importe quelle contrée de notre Etat, allez sur le Litoral, allez en Vojvodine ou en Slavonie, dans la Serbie du sud, partout où vous tournez vos regards, vous verrez que de nouvelles routes et de nouvelles lignes de chemin de fer sont en construction. C'est une grave et grande injustice que de nous dire que le crédit d'un milliard est resté sur le papier!

On dit également que l'URY est un parti ancien parti par les noms de ses chefs: le dr. Korošec, le dr. Spahija, l'actuel chef du gouvernement. Le Président répond avec ironie et cite

« Je vous rappellerai seulement que les prix des produits agricoles, en particulier des céréales, blé et maïs, n'ont jamais été, au cours des dernières années, aussi élevés dans cette période qu'ils le sont sous notre gouvernement. Jamais, Messieurs, les charges fiscales n'ont été diminuées pour le peuple comme elles le sont sur l'initiative de mon gouvernement. Jamais, Messieurs, les travaux publics dans ce pays n'ont été entrepris com-

meilleurs précédemment sous le gouvernement que j'ai l'honneur de présider. Allez dans n'importe quelle contrée de notre Etat, allez sur le Litoral, allez en Vojvodine ou en Slavonie, dans la Serbie du sud, partout où vous tournez vos regards, vous verrez que de nouvelles routes et de nouvelles lignes de chemin de fer sont en construction. C'est une grave et grande injustice que de nous dire que le crédit d'un milliard est resté sur le papier!

On dit également que l'URY est un parti ancien parti par les noms de ses chefs: le dr. Korošec, le dr. Spahija, l'actuel chef du gouvernement. Le Président répond avec ironie et cite

« Je vous rappellerai seulement que les prix des produits agricoles, en particulier des céréales, blé et maïs, n'ont jamais été, au cours des dernières années, aussi élevés dans cette période qu'ils le sont sous notre gouvernement. Jamais, Messieurs, les charges fiscales n'ont été diminuées pour le peuple comme elles le sont sur l'initiative de mon gouvernement. Jamais, Messieurs, les travaux publics dans ce pays n'ont été entrepris com-

meilleurs précédemment sous le gouvernement que j'ai l'honneur de présider. Allez dans n'importe quelle contrée de notre Etat, allez sur le Litoral, allez en Vojvodine ou en Slavonie, dans la Serbie du sud, partout où vous tournez vos regards, vous verrez que de nouvelles routes et de nouvelles lignes de chemin de fer sont en construction. C'est une grave et grande injustice que de nous dire que le crédit d'un milliard est resté sur le papier!

On dit également que l'URY est un parti ancien parti par les noms de ses chefs: le dr. Korošec, le dr. Spahija, l'actuel chef du gouvernement. Le Président répond avec ironie et cite

« Je vous rappellerai seulement que les prix des produits agricoles, en particulier des céréales, blé et maïs,



## Le Monde et la Ville

### La Cour

L'ORDRE CHILIEN  
"AU MERITE"

A S. M. LE ROI PIERRE II  
S. Exc. M. Oscar Garcés-Silva, ministre du Chili, a été reçu hier par S.A.R. le Prince-Régent Paul, à qui il a remis les insignes du Collier de l'ordre "Au Mérite" que S. Exc. M. Alessandri, président de la République du Chili, a décerné à S. M. le Roi Pierre II et qui est la plus haute distinction du vieux Belgrade.

A cette occasion Son Altesse Royale a remis à M. Garcés-Silva, au nom de Sa Majesté, le Grand Cordon de l'Ordre de Saint Sava.

### UN DON

DE S. M. LE ROI PIERRE II  
S. M. le Roi Pierre II a bien voulu faire un don de 25.000 dinars pour les étudiants pauvres.

### La Diplomatie

M. STOJADINOVIC  
A MME VENIZELOS

Le président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, M. Milan Stojadinović, a adressé à Mme Venizelos ses condoléances à l'occasion de la mort du grand homme d'Etat.

AUDIENCES DE M. STOJADINOVIC

M. von Heeren, ministre d'Allemagne, a été reçu samedi par M. Stojadinović. Il a été question de l'échange de notes concernant trois clauses du traité commercial entre l'Allemagne et la Yougoslavie, qui doit entrer en vigueur le 1er mai.

Auparavant, le Président du Conseil avait reçu M. le ministre Girsa.

### UNE CONVENTION AUSTRAL-YOUOSLAVIE

Les pourparlers menés à Belgrade entre les délégués autrichiens et yougoslaves en vue de la conclusion d'une convention pour l'extradition se sont terminés le 20 mars et le texte de la convention a été paraphé. La signature sera effectuée plus tard par des délégués spécialement désignés à cet effet. Cette convention conclue avec l'Autriche contient une nouveauté, la définition précise des coupables politiques, qui en facilitera beaucoup l'application.

### MOUVEMENT DIPLOMATIQUE

MM. Djordje Djurić, ancien ministre à Londres, et Boško Colak-Antić, ancien ministre à Bucarest, tous deux en disponibilité, ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

M. Radovan Sumenković, conseiller à la Légation du Caire, est nommé conseiller au Ministère des Affaires étrangères, tandis que M. Vladislav Marković, conseiller au Ministère, le remplace au Caire.



Notre tourisme: Jajce et ses cascades en Bosnie

## Revue de la Presse

### D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

Les débats de Londres, le verdict si mitigé du Conseil de la S.D.N., les discours des ministres des Affaires étrangères français et britannique, MM. Flandin et Eden, les réactions dans les diverses capitales ont tenu la première place dans les journaux yougoslaves. La réunion à Rome des représentants de l'Autriche et de la Hongrie avec les représentants de l'Italie et la signature du nouvel accord économique et financier entre l'Italie et l'Albanie ont paru des événements de second ordre, en face des négociations que les Etat locatifs ont menées et qui doivent aboutir à une nouvelle conférence internationale. En attendant les suites de l'accord de Londres, la presse constate que le geste de l'Allemagne, c'est à dire la dénonciation de Locarno, aura pour conséquence la paix en Afrique, par l'ouverture probable de pourparlers directs entre Rome et Addis-Ababa.

### LE JEU ITALIEN

M. Mussolini a bien joué sa partie. C'est ce que reconnaît l'Obzor dans un éditorial du 24-III, où le journal croate examine la situation qui s'offre au comité des 13 réuni à Lon-

### Distinctions

Mme Hortense de Sathmary vient d'être nommée officier de l'ordre de Saint-Sava à l'occasion de l'Exposition des œuvres du peintre Carol Pop de Sathmary, qui eut lieu sous le haut patronage de S. M. la Reine Marie et qui fut une évocation très intéressante du vieux Belgrade.

### Les informations

CONFÉRENCES A PRAGUE  
On mène de Prague:

Le professeur Belić, hôte de l'Université Charles IV, y donne une série de conférences sur la linguistique slave. Une nombreuse assistance, où l'on remarque le ministre de Yougoslavie, M. Protić, et de nombreux personnalités du monde scientifique et littéraire tchécoslovaque, a assisté au premier de ces cours hors série du nouveau gouvernement.

A propos de la politique extérieure de la Grèce, M. Demerdzis lui dit notamment:

"Je ne puis que vous confirmer une fois de plus les déclarations que faites précédemment sur l'attitude de mon pays à l'égard du Pacte balkanique, auquel il restera inébranlablement fidèle.

Je démens toutes les rumeurs répandues, suivant lesquelles la Grèce se proposerait de dénoncer le Pacte balkanique sur lequel doit s'appuyer toute sa politique extérieure."

UNE CONFÉRENCE  
SUR LE PAYSAN FRANCAIS

M. Emile Sicard, membre associé de l'Institut international de Sociologie, traite aux Amis de la France de ce sujet: "La psychologie du paysan français." La conférence aura lieu dans les salons du Cercle au Ratnicki don: le Vendredi 27 mars à 18 h. 15. On est prié de considérer cet avis comme une invitation.

UNE CONFÉRENCE  
A LJUBLJANA

Une forte intéressante conférence a été donnée récemment à l'Institut français de Ljubljana, par M. Gos, l'écrivain et alpiniste suisse bien connu, qui a parlé de "l'homme et la montagne."

Le sujet convenait tout particulièrement à Ljubljana, centre d'alpinisme, et un public nombreux se pressait dans la salle de l'Institut français, où l'on remarquait, outre les habitués des conférences françaises, les alpinistes de Ljubljana.

M. Gos, qui a présenté de fort belles projections des Alpes suisses et françaises, a reçue de chaleureux applaudissements. s. j.

REPERTOIRE  
DU THEATRE NATIONAL

Mercredi, 25: *Le mariage de Figaro*, opéra de Mozart; — Jeudi, 26: *Marquis de Priola*, pièce d'H. Lavedan; Vendredi, 27: *Les forces, pince*; — Samedi, 28: *La Juive*, opéra de Halévy; — Dimanche, 29: *Mignon*, opéra de Thoma.

Petite scène (salle Luxor):

Mercredi: Par la voie des fleurs, pièce de V. Katajev; — Jeudi: *Les sauterelles*, pièces de S. Kostov; — Vendredi: *Mme la ministre*, pièce de B. Nušić; — Samedi: *Messieurs Glemali*, pièce de M. Krleža; — Dimanche: *Un yacht américain dans le port de Split*, pièce de M. Begović.

### La session de l'Entente Balkanique

La session régulière de l'Entente balkanique, qui se tiendra cette année à Belgrade, aurait dû commencer ces jours-ci et tout avait été préparé à cet effet, mais par suite des circonstances générales, elle n'aura lieu probablement qu'au cours du mois d'avril.

### Une déclaration de M. Demerdzis

CONFÉRENCES A PRAGUE

Le professeur Belić, hôte de l'Université Charles IV, y donne une série de conférences sur la linguistique slave. Une nombreuse assistance, où l'on remarque le ministre de Yougoslavie, M. Protić, et de nombreux personnalités du monde scientifique et littéraire tchécoslovaque, a assisté au premier de ces cours hors série du nouveau gouvernement.

A propos de la politique extérieure de la Grèce, M. Demerdzis lui dit notamment:

"Je ne puis que vous confirmer une fois de plus les déclarations que faites précédemment sur l'attitude de mon pays à l'égard du Pacte balkanique, auquel il restera inébranlablement fidèle.

Je démens toutes les rumeurs répandues, suivant lesquelles la Grèce se proposerait de dénoncer le Pacte balkanique sur lequel doit s'appuyer toute sa politique extérieure."

Le Congrès des Cercles français

Le premier congrès des cercles français de Yougoslavie se tiendra à Belgrade le dimanche 5 avril.

La séance d'ouverture aura lieu à 9 h. 30 dans la salle de conférences du Cercle des Amis de la France, en présence de S. Exc. le comte R. de Dampierre qui prendra la parole.

Les séances de travail auront lieu à 10 h. et à 15 h. 30. A 13 heures un déjeuner offert par les Amis de la France sera présidé par le comte de Dampierre, qui offrira également une réception dans la nouvelle Légation à 17 h. 30.

Une représentation aura lieu à 20 h. 30 au Théâtre national en l'honneur des délégués.

### Conférence sur l'Alsace

Melle Th. Anthoine, conférencière de l'Alliance française, a donné au Cercle des Amis de la France une conférence sur l'Alsace. Elle a évoqué les paysages et les richesses de cette province française qui, en 1790, arborait sur la rive gauche du Rhin la célèbre devise: "Ici commence la terre de la liberté." Du Hohneck au Donon, de la vallée aux Vosges, à travers les villes et les villages, Melle Anthoine a présenté aussi des vues pittoresques, en regrettant de ne pouvoir s'arrêter plus longtemps au passage à Ste Odile et à Strasbourg. La déléguée de l'Alliance française repéra cette conférence dans plusieurs écoles à Belgrade et en province.

### Une conférence à Sofia

Melle Milena Atanacković a été l'hôte à Sofia de l'Association des femmes intellectuelles bulgares. Elle a fait, le 20 mars, à l'Académie des sciences, une première conférence sur "La mère et l'enfant devant les lois yougoslaves d'assistance sociale".

La salle comble avait réuni l'élite de la capitale, notamment MM. Momčilo Jurić, ministre de Yougoslavie, Džimo Kazakov, ancien ministre de Bulgarie à Belgrade, Balabanov, directeur du Bureau de presse bulgare, Mihailo Minev et Vatje, professeurs à la Faculté de médecine, et de nombreuses autres personnalités.

C'est dans ces circonstances que les pourparlers italo-yougoslaves ont abouti ces jours-ci. Le nouvel accord ramène les deux pays à l'état de choses de 1932, avec cette différence que les Italiens obtiennent de nouvelles concessions qui augmenteront encore leurs "intérêts spéciaux". Les dispositions du nouvel accord sont:

M. L. Melas à Athènes

### On nous mène d'Athènes:

M. Léon Melas, ancien ministre de Grèce à Belgrade, vient de prendre la direction des affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères à Athènes.

Dans ce poste de haute confiance l'éminent diplomate ne cessera de collaborer à l'approfondissement des relations gréco-yougoslaves et au développement de la politique qui inspire le Pacte d'Entente balkanique et qui est la seule susceptible de protéger la péninsule contre les ingérences étrangères.

### M. L. Melas à Athènes

### On nous mène d'Athènes:

M. Léon Melas, ancien ministre de Grèce à Belgrade, vient de prendre la direction des affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères à Athènes.

Dans ce poste de haute confiance l'éminent diplomate ne cessera de collaborer à l'approfondissement des relations gréco-yougoslaves et au développement de la politique qui inspire le Pacte d'Entente balkanique et qui est la seule susceptible de protéger la péninsule contre les ingérences étrangères.

### LES AFFAIRES POLITIQUES

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

Le nouvel accord italo-yougoslave, qui a été signé à Belgrade le 20 mars, a été accueilli avec enthousiasme par les deux peuples. Les deux nations ont obtenu ce qu'elles voulaient.

### L'Albanie et la pénétration italienne

Sous le titre: "Par les accords italo-albanais le régime actuel en Albanie prépare une pénétration italienne dans les Balkans" la Politika

publie une correspondance fort importante de Tirana. L'auteur, très sérieusement documenté, rappelle qu'au cours de l'année 1933, l'Albanie du Roi Zogu Ier, encore sous la forte impression du mouvement nationaliste de 1932 et des demandes exagérées de l'Italie, commence lentement à se rassasier et à se rapprocher du groupement des puissances balkaniques. Cependant, le gouvernement de Tirana, bien qu'il eût senti les véritables dispositions des Albanais à l'égard de l'Italie, n'a pu rompre ses liens avec Rome et, au lieu de s'engager sur la voie d'une politique de rapprochement résolue avec l'Entente balkanique, l'Albanie préfère jouer à la fois sur deux tableaux. D'une semblable politique, Tirana espérait tirer les plus grands avantages. Mais cette fois, les dirigeants albanais se sont trompés. Car aussi bien l'Italie que les Etats de l'Entente balkanique voulurent avoir une situation nette.

3) la fortification du mont Karabourne, sur la baie de Valona, dominant l'île italienne de Sasevo. Cette fortification sera effectuée par les Albanais, pour que les Italiens ne mécontentement pas les Anglais.

4) la création d'une administration autonome du fort de Durazzo qui sera exclusivement confiée à des Italiens et l'octroi d'un emprunt pour l'exécution des travaux du port. La Chambre des députés albanais a déjà voté la loi nécessaire à cet effet.

5) la réouverture des écoles catholiques privées italiennes en Albanie, supprimées en 1933.

6) la permission aux "Unijati" de travailler et d'ouvrir des asiles italiens dans les différentes villes d'Albanie.

7) la création d'une Banque agricole placée sous le haut patronage de S.A.R. la Princesse Olga et conduite avec beaucoup d'activité par Mme Stojadinović, femme du Président du Conseil, et Mme Olga Ilie, femme du maire de Belgrade.

8) l'organisation du Monopole des Tabacs à l'aide de spécialistes italiens et l'octroi d'un emprunt des 3 millions de francs.

9) le rachat de produits albanais à effectuer par l'intermédiaire d'une Société italienne spéciale.

10) l'élargissement des concessions pétrolières italiennes existantes.

11) l'ouverture d'un nouvel emprunt d'un montant de 40 millions de

## Le budget au Sénat

Le Sénat a abordé lundi la discussion générale du projet de budget pour l'exercice 1936/37. L'Assemblée avait à choisir entre la proposition du sénateur, M. Hrasnica, de voter le projet de budget sans modification, et l'adoption du rapport de la majorité de la Commission des finances qui a apporté des modifications à la loi financière.

La proposition du sénateur M. Hrasnica dit que le projet de budget et de la loi des finances approuvés par la Chambre présente, non seulement un tableau des recettes et dépenses de l'Etat, mais aussi le programme du gouvernement pour l'assainissement des finances publiques et l'allégement de la situation difficile où se trouve l'économie nationale. Il constitue un progrès sur les budgets antérieurs, non seulement parce que son montant global est moindre, mais aussi parce qu'il contient une suite de mesures utiles au relèvement de la capacité de consommation des larges masses populaires et à la lutte contre la crise économique.

Le rapport de la majorité de la Commission des Finances du Sénat s'occupe, dans la première partie, du budget lui-même, sans faire aucune modification aux chiffres présentés. La seconde partie du rapport comprend les modifications apportées à la loi des finances avec un exposé des motifs qui, d'une façon générale, critique la loi, parce qu'elle aurait hérité de tous les défauts des lois financières antérieures.

Le rapport discute aussi la demande des pleins pouvoirs pour la publication des lois politiques, qui ont été accordés l'année passée au gouvernement et qu'il renouvelle aujourd'hui, à la condition que les lois sur la presse et sur le droit de réunions et associations soient publiées dans un délai de six mois au plus tard.

### L'expédition de M. Letica

La séance du 23 mars au Sénat, après la lecture des rapports de la Commission des finances, a été marquée par un grand discours du ministre, M. Letica. De son ample exposé, qui répète la plupart des données que l'Echo de Belgrade a déjà signalées lorsque le projet fut déposé devant la Chambre des députés, nous ne retiendrons que quelques faits essentiels.

Après les modifications apportées par la Chambre, la somme totale du projet de budget est de 10.323.513,198 dinars. Le ministre souligne la ferme décision du gouvernement d'équilibrer le budget et de réduire toute dépense qui n'est pas essentielle au fonctionnement de l'appareil étatique. Les clauses des diverses lois financières pèsent encore sur l'équilibre budgétaire.

Le budget prolongé pour 1935/36, actuellement en vigueur, avait prévu certains crédits, découlant de la loi financière, pour un montant de 630 millions de dinars. Cette lourde charge pour le Trésor de l'Etat, qui n'était pas couverte par des recettes, a été presque entièrement éliminée du nouveau projet de budget. Environ 350 millions de dinars de ces dépenses ont été transférés dans la partie numérique du projet budgétaire. La couverture pour les différences de cours, lors des commandes de l'Etat à l'étranger, a été transférée en majeure partie aux crédits budgétaires destinés à ces buts. Les dotations et les subventions aux corps autonomes ont trouvé leur couverture particulière en dehors du budget.

Le Ministre des Finances démontre que la politique des recettes et des dépenses appliquée par le gouvernement de M. Stojadinović se distingue fondamentalement de celle qui avait été poursuivie jusqu'alors: le principe est d'accorder davantage au budget pour les dépenses matérielles, afin de renforcer la capacité de consommation du peuple; c'est aussi de redresser l'activité économique en donnant du travail à toutes les forces laborieuses, de créer ainsi une nouvelle source de recettes.

Les charges fiscales, sous la forme des impôts directs, ont été sensiblement réduites. D'autre part, pour renforcer certaines recettes budgétaires le gouvernement a augmenté l'assiette de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans la proportion d'un quart.

Le Ministre énumère les différents cas de dégrégement, puis il passe à l'examen des amendements déjà votés par la Chambre. Il insiste sur l'assainissement budgétaire des banovines. Le paragraphe 12 de la Loi financière a prévu à cet effet la création d'un fonds des banovines, qui sera formé avec une quote-part de 18% des recettes de l'impôt sur les chiffres d'affaires; la somme dont on disposerait ainsi est évaluée à cent millions de dinars. Le Ministre analyse aussi le décret-loi sur la création d'un fonds particulier des recettes banovines, provenant des taxes de consommation.

En concluant son exposé puissamment documenté, M. Letica déclare que le gouvernement ne prendra pas

des mesures brusques, mais qu'il avancera résolument vers son but qui doit être „l'assainissement des finances de l'Etat et des corps autonomes et le redressement de notre économie".

### La discussion

Après l'ample exposé du Ministre des Finances, la discussion générale s'est ouverte avec l'intervention du sénateur G. Andjelinović, qui parlait au nom du Club du parti national yougoslave. Il souligna d'abord la responsabilité de la Haute Assemblée qui doit être une sorte de régulateur de la vie politique du pays. L'orateur critiqua ensuite le gouvernement de M. Stojadinović qui a créé le chaos en détruisant toutes les acquisitions du régime autoritaire. A ces mots le sénateur M. Superiora réplique que le chaos se trouve dans la tête de l'interpellateur. M. Andjelinović reprocha aussi au gouvernement d'avoir pu publier les lois politiques, et critiqua la formation de l'Union radicale yougoslave.

Puis l'orateur aborde la question croate et expose longuement sa conception de la politique yougoslave dans le cadre de laquelle la question croate doit être résolue. Il s'élève contre les récents discours des chefs de l'ancien parti démocrate indépendant, MM. Vilder et Krizman, à qui il reproche de vouloir gagner la bienveillance du gouvernement.

Le second orateur est le sénateur M. Simonović qui examine le rôle du Sénat d'après les commentaires des professeurs de droit public les plus autorisés en Yougoslavie et montre qu'en ce qui concerne le budget, la Chambre basse joue le rôle prépondérant. Il indique également que la Constitution n'a pas prévu la procédure à suivre si le Sénat refuse de voter le budget, tandis que, dans le cas où la Chambre basse et le gouvernement sont en conflit à ce sujet, le gouvernement, s'il possède la confiance de la Couronne, peut dissoudre la Chambre et prolonger l'ancien budget par décret.

M. Simonović conclut que le rôle du Sénat est de modérer les luttées politiques et de rechercher l'apaisement des passions partisanes. L'Assemblée ne répondra pas à sa mission en renvoyant le projet à la Chambre pour attiser de nouveau les passions et provoquer peut-être des scènes semblables à celles qui se sont déroulées tout récemment. Ce serait une grave faute politique si le Sénat n'approuvait pas le projet de budget.

Le troisième orateur, M. Pucelj, ancien Ministre, dit qu'il n'est pas fédéraliste pour des raisons d'ordre politique et économique, mais que la question croate doit être résolue. A la séance de l'après-midi le premier orateur fut M. Superiora qui dit que la Chambre actuelle, qui a désigné comme Führer M. Jevtić, ennemi de la démocratie et de la liberté, ne peut pas être l'instrument de la normalisation et de l'apaisement. Il évoque la situation en Croatie et lour le Ministre de l'Intérieur d'avoir démontré la nécessité de collaborer étroitement avec les Croates et d'apaiser certaines méfiances, qui subsistent après une expérience de dix-huit années.

Le sénateur M. Fran Ivić a ensuite pris la parole pour affirmer son attachement à l'idéologie yougoslave.

Le sénateur Dragović critique à la fois le gouvernement de M. Stojadinović et l'obstruction à la Chambre.

M. Silović, qui a parlé spécialement de la marine marchande yougoslave, déclare qu'il votera pour le budget modifié.

Le sénateur M. Crkvenac, parle spécialement des conditions en Croatie et exprime la conviction que le gouvernement de M. Stojadinović réparera toutes les fautes commises envers les Croates.

A la séance d'hier M. Milan Marjanović a discuté le projet de budget et critiqué l'attitude de l'opposition extraparlementaire qu'il juge privée d'une direction positive.

M. A. Pavelić, ancien président du Sénat, fit une critique rétrospective du gouvernement de M. Jevtić, qui a tout fait pour éloigner les Croates.

Le gouvernement de M. Stojadinović représente une combinaison meilleure, grâce à laquelle nous avons pu entendre les déclarations de M. Maček pour l'unité de l'Etat et l'affirmation du loyalisme envers la dynastie. M. Pavelić critique ceux qui imputent au dr. Maček des tendances hostiles à l'Etat. Il estime que tous les efforts doivent être réalisés pour satisfaire les Croates par une décentralisation aussi large que possible.

M. Milan Popović s'est déclaré hostile au vote du budget et a demandé le retour d'une politique de nationalisation intégrale.

M. V. Protić s'est déclaré hostile au vote du budget et M. le dr. D. Stević a plaidé pour la liberté de la presse.

L'ancien ministre, M. Ž. Mazuranić, membre du club populaire, combat le rapport de la majorité de la Chambre et estime que les reproches

## LA VIE POLITIQUE

### Un congrès ouvrier dans le parti de l'U.R.Y.

Un Congrès national ouvrier a réuni dimanche à Belgrade les délégués de tout le pays et une foule d'ouvriers de la capitale, en présence des ministres MM. Cvetković et Krk.

Le Congrès a institué une action politique ouvrière dans les cadres de l'Union radicale yougoslave, et le ministre de la Prévoyance sociale et de la Santé publique, M. Cvetković, en fut élu président au milieu de chaleureuses ovations.

Après le discours d'ouverture de M. Stanković, M. Drag. Cvetković, exposa pourquoi il fallait, dans les cadres de l'Union radicale yougoslave, procéder sans tarder à l'organisation d'un mouvement ouvrier, étant donné que les ouvriers sont attachés aux libertés civiques. A la Chambre des députés ils doivent avoir leurs représentants.

Dans la suite, le Ministre dit qu'en prenant le portefeuille de la Prévoyance sociale, il s'est donné pour tâche de résoudre avant tout la question du salaire minimum. L'Etat et les employeurs doivent assurer l'existence des ouvriers dans la maladie et la vieillesse.

Le ministre M. Krk salua le mouvement ouvrier yougoslave qui n'a de rapport avec aucune Internationale, marxiste ou autre. Ce mouvement veut organiser les ouvriers sur la base d'un programme social qui correspond à l'esprit de notre nation, aux besoins des ouvriers yougoslaves, à la structure économique et sociale de la Yougoslavie. La dictature du prolétariat est impossible dans ce pays qui est surtout agricole. A la devise marxiste: „Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!" il faut opposer le ralliement des ouvriers yougoslaves dans une organisation nationale.

### Un discours de M. Kaludžerčić

M. Kaludžerčić, ministre des PTT, a prononcé dimanche un grand discours sur la politique intérieure, à une réunion de l'U.R.Y. à Belgrade.

Le Ministre a vivement critiqué l'action des éléments à tendances fascistes qui sont les adversaires de la démocratie et du retour au régime parlementaire.

Il a affirmé qu'après l'attentat du 6 mars, il est évident que des organisations secrètes se sont formées, dont les membres prétaient le serment de suivre „les ordres et les instructions de l'organisation P.O.F."

Dans la suite de son discours, le Ministre a abordé la question des rapports avec l'opposition croate, en faisant l'éloge de feu Stjepan Radić, qui, sept ans après sa mort, exerce encore une influence décisive sur le développement de notre vie politique.

„La plus grande faute de notre passé récent fut de ne pas nous concilier S. Radić qui aurait été aujourd'hui en état de régler nos rapports avec nos frères croates et de les faire sortir du point mort où ils sont actuellement. La raison nous a dicté de passer à l'entente avec nos frères musulmans, slovènes et croates. Avec les Croates, l'entente n'est pas encore réalisée, mais le gouvernement est prêt à y travailler, puisque toutes les conditions objectives se trouvent aujourd'hui réunies. Avec les musulmans et les Slovènes l'accord est complet."

La loi sur les invalides

M. Drag. Cvetković ministre de la Prévoyance Sociale a fait à la presse une déclaration sur le décret-loi relatif aux modifications et aux aménagements à la loi sur les invalides.

„Ne perdant jamais de vue, déclara notamment M. Cvetković, les sacrifices que nos invalides ont consenti à la gloire et la grandeur de la patrie, le gouvernement a tenu à montrer combien il tient compte d'eux et de leurs familles. Dans la mesure possible des moyens financiers dont il dispose, il a fait tout ce qu'il pouvait pour eux et continuera à s'intéresser vivement à leur sort, comme ils le méritent pleinement."

que la majorité a faits au gouvernement de M. Stojadinović, ne sont pas fondés. Après avoir répété qu'il faut procéder à la solution de la question croate, il a annoncé son intention de voter le budget.

Enfin, le sénateur dr. Zec parle longuement du nationalisme intégral yougoslave et reproche au gouvernement de n'avoir pas montré assez d'énergie pour sauvegarder l'autorité de l'Etat.

Aujourd'hui, la discussion en première lecture sera achevée par la Haute Assemblée.

Une séance des députés a discuté le projet de budget et critiqué l'attitude de l'opposition extraparlementaire qu'il juge privée d'une direction positive.

LES ETUDIANTS VIENNOIS EN EXCURSION SCIENTIFIQUE

Un groupe de professeurs et d'étudiants de Vienne est arrivé le 18 mars à Split, où ils se sont embarqués immédiatement sur le yacht de l'Université viennoise „Universitas" pour un voyage d'études le long de la côte dalmate et en Grèce.

Pour vos excursions de Pâques, adressez-vous à „PUTNIK".

### Les pourparlers économiques germano-yugoslaves

#### On mande de Zagreb:

Les pourparlers au sein de la commission mixte germano-yugoslave, qui, uni avec le parti paysan croate de Radić, formait jadis la Coalition démocrate-paysanne, a été tenue le 20 mars à Zagreb.

M. Krizman, ancien ministre, releva dans son discours que, si certaines différences de mentalité existent entre les parties longtemps séparées de notre peuple, elles ne sont pas opposées les unes aux autres, mais juxtaposées. Au lieu de l'étouffement, il faut créer la concurrence pour que chaque élément se rapproche de plus en plus de l'idéal yougoslave. Faisant allusion à l'interpellation de plusieurs sénateurs, à laquelle M. M. Stojadinović répondit le 19 mars, M. Krizman critiqua sévèrement l'attitude de ce groupe de sénateurs qui interprétent mal, à son avis, l'idée du nationalisme yougoslave.

M. V. Vilder a déclaré également que D. Arnautović, qui voulut attirer à la vie de M. Milan Stojadinović appartient à la même coterie qui veut établir un régime hostile aux libertés populaires. Le seul résultat de l'attente de la Skupština est d'avoir accru l'autorité morale de M. Stojadinović, qui a ainsi gagné une majorité plus forte à la Chambre des députés.

Toutes les personnalités du comité central de l'ancien parti démocrate indépendant auraient approuvé le point de vue de M. V. Vilder.

### La ligne Bihać-Knín et la Société des Batignolles

Le gouvernement yougoslave avait, en octobre 1932 confié à la Société des Batignolles la construction de deux lignes de chemin de fer: l'une de Priština à Peć, l'autre de Bihać à Knín.

La ligne Priština-Peć d'une longueur de 90 kilomètres est achevée et son inauguration aura lieu d'ici deux mois.

Pour la ligne Bihać-Knín, le gouvernement a demandé à la Société une révision du contrat pour tenir compte de l'évolution des prix depuis 1932.

Après de longs pourparlers, la Société a accepté diverses modifications, portant sur les prix et les conditions de paiement, qui constituent des avantages incontestables pour la Yougoslavie.

A la suite de cet accord, le gouvernement a décidé d'entreprendre les travaux sans tarder. Après avoir examiné les différentes variantes qui avaient été envisagées pour le tracé, il a définitivement arrêté son choix, pour des raisons techniques et d'économie générale, sur le tracé de Bihać-Kulen Vakuf-Knín.

La voie sera du type normal et reliera Bihać à la mer sans changement de voiture, avec une réduction sensible du trajet actuel.

Les travaux, qui dureront quatre ans, représentent un total d'environ 350 millions de dinars. Ils ne manqueront pas d'apporter à toute la région intéressée une heureuse activité tant pour la main-d'œuvre que pour le commerce local. Plus de 80% de leur montant sera dépendant pour la Yougoslavie.

Une action très vive est menée à l'étranger pour permettre à tous les Allemands qui résident en dehors du Reich de voter aux élections du 29 mars. Cette action est particulièrement énergique en Yougoslavie où elle est dirigée par la légation et les consulats d'Allemagne. Suivant les dernières informations, la réunion de tous les sujets allemands aura lieu à Zagreb d'où ils continueront le voyage jusqu'à Sušak. Dans ce port le navire allemand „Erik Larsen" prendra à bord tous les Allemands de Yougoslavie et les mènent de trois à dix mille de la côte, pour qu'ils puissent voter en dehors du territoire yougoslave, puis le navire les débarquera de nouveau à Sušak, après cette formalité „électorale".

### Comment voteront les Allemands en Yougoslavie?

UNE UNIVERSITÉ DE DIJON

Cours spéciaux de français

pour Étudiants étrangers

pendant l'année scolaire et

pendant les vacances.

Cours théoriques et exercices pratiques de phonétique

que, langue, littérature, civ

ilisation et commerce fran

çais méthodiquement conçus

et organisés. Diplômes.

Excursions, Réunions, Sports.

Pour renseignements s'ad

resser au Secrétaire: P.